



# DÉCLARATION

a 70596

Déclaration OMS/9  
26 octobre 2000

## REPONSE DE L'OMS A UN ARTICLE DU MAGAZINE STERN SUR LA SECURITE TRANSFUSIONNELLE

Le magazine Stern fait paraître aujourd'hui un article intitulé « Böses Blut » (mauvais sang) qui traite du réétiquetage et du trafic illicites de plasma et dénonce les pratiques malhonnêtes telles que la fabrication et la vente de médicaments dérivés du plasma non conformes aux normes, avec les conséquences dramatiques que cela implique. Une enquête de police est en cours.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) partage les préoccupations de l'auteur de cet article, concernant notamment l'importance de garantir la sécurité du sang et des produits sanguins dans les pays en développement. L'écrasante majorité des habitants de la planète (80%) vivent dans les pays en développement et ne bénéficient pourtant que de 20% du stock mondial de sang non contaminé. Pour cette raison, l'OMS a fait de la sécurité transfusionnelle l'une de ses sept priorités stratégiques.

Il est donc regrettable que l'article du Stern contienne plusieurs informations inexactes au sujet du Service national de transfusion sanguine du Zimbabwe (ZNBTS). Ces erreurs font douter du sérieux du reportage en général, mais pourraient surtout compromettre l'action menée au niveau mondial pour assurer l'approvisionnement en sang et produits sanguins sûrs et en quantité suffisante.

L'article conteste la méthode de sélection des donneurs au Zimbabwe en citant le cas de deux prostituées qui font don de leur sang. Or, d'après les renseignements fournis par le ZNBTS, les informations données dans l'article sont fausses. Dans un cas comme dans l'autre, le ZNBTS a dûment observé les règles de sécurité et tenu ses registres, mais le caractère confidentiel des informations enregistrées dans la base de données nous empêche de révéler en détail la procédure suivie pour chaque cas.

L'article affirme qu'un quart environ de tous les adultes au Zimbabwe sont séropositifs pour le VIH. Cependant, grâce à la sélection systématique des donneurs éventuels au Zimbabwe, seuls 0,29 % de ceux qui sont sélectionnés sur questionnaire et entretien s'avèrent séropositifs. Le sang des donneurs contaminés est refusé. Ce processus de sélection constitue donc un modèle que l'OMS recommande à tous les pays en développement. En outre, tous les donneurs de sang du Zimbabwe bénéficient d'un conseil avant et après le prélèvement.

Les allégations concernant l'insuffisance des normes de sécurité au Zimbabwe constituent une accusation grave, démentie par les statistiques. Il est regrettable également que l'article décrive l'usage abusif que fait l'une des deux prostituées de sa carte de donneur. La sélection des donneurs de sang se fait essentiellement sur des critères d'altruisme et repose sur l'honnêteté avec laquelle les donneurs répondent au questionnaire. Vu qu'il n'existe aucune mesure de sécurité transfusionnelle garantissant un risque nul, chaque mesure de sécurité compte, la sélection des donneurs comme le contrôle des dons à la recherche de marqueurs viraux.

Outre les accusations implicites portées contre le ZNBTS, on peut s'inquiéter des répercussions éventuelles de cet article sur la sécurité transfusionnelle au Zimbabwe. Quiconque jette le discrédit sur les services de transfusion sanguine sans preuves véritables met en péril la vie humaine en suscitant la défection des donneurs réguliers. Il serait désolant en effet qu'un article écrit dans l'intention supposée de promouvoir une plus grande sécurité transfusionnelle porte atteinte à l'oeuvre remarquable accomplie par le Zimbabwe. Le Zimbabwe est l'un des neuf pays d'Afrique dont le service de transfusion, entité nationale unie qui garantit un accès équitable aux produits sanguins sur tout le territoire, opère dans un cadre juridique.

L'article prétend que le Dr Jean Emmanuel, actuellement à la tête du Département Sécurité transfusionnelle et technologie clinique de l'OMS, était, par « *pure coïncidence* », Directeur du Service national de transfusion sanguine du Zimbabwe à l'époque où se sont déroulés les faits relatés par Stern, c'est-à-dire pendant la première moitié des années 90. En réalité, le Dr Emmanuel a quitté le ZNBTS en 1989 pour entrer à l'OMS. Qui plus est, sous sa direction, le Zimbabwe fut l'un des premiers pays au monde à tester **tous** les dons à la recherche du VIH, avant même la France, le Japon et le Royaume-Uni.

Le Zimbabwe est l'un des rares pays africains qui séparent systématiquement les globules rouges du plasma dans les dons de sang entier. L'avantage de cette pratique est que les globules rouges peuvent être conservés dans un dispositif spécialement conçu à cet effet pendant plus longtemps que le sang entier (42 jours au lieu de « 35 jours », comme l'affirme l'article) et qu'ils sont plus bénéfiques au receveur. Le Zimbabwe recueille chaque année quelque 80 000 dons de sang entier de 450 ml (et non 80 000 litres, comme il est dit dans Stern). La plupart des receveurs zimbabwéens n'ont pas besoin du plasma extrait des unités de sang, mais il est requis pour la fabrication de produits thérapeutiques et à des fins diagnostiques. Le Zimbabwe n'a pas les structures nécessaires pour fabriquer lui-même les dérivés du plasma. L'essentiel du plasma superflu est éliminé par incinération. Tout le reste est exporté après avoir été dûment répertorié et approuvé par les autorités sanitaires nationales, en toute transparence. Le Service national de transfusion sanguine du Zimbabwe fait l'objet d'un contrôle rigoureux de la qualité, et tous les résultats d'analyses, documents relatifs à l'exportation, etc. peuvent être consultés sur demande.

Le Service national de transfusion sanguine du Zimbabwe n'est pas une institution « *semi-privée* » mais un organisme non gouvernemental à but non lucratif, seul habilité pour la transfusion sanguine par le Ministère de la Santé et de la Protection de l'Enfance. Ses seules motivations sont donc la sécurité transfusionnelle et le bien-être des transfusés.

En outre, depuis qu'on fait des transfusions sanguines au Zimbabwe, les centres de transfusion recrutent exclusivement des donneurs bénévoles non rémunérés,

contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays en développement. Une foule d'éléments prouvent que les dons bénévoles non rémunérés sont l'un des principes fondamentaux de la sécurité transfusionnelle.

Pour les raisons invoquées plus haut, le ZNBTS a été désigné Centre collaborateur de l'OMS. Il vient d'ailleurs d'assurer le premier cours de formation à la gestion de la qualité en médecine transfusionnelle.

L'article du Stern reproche par ailleurs à l'OMS de n'avoir « *jamais prêté attention* » au prétendu problème des exportations de plasma en provenance du Zimbabwe. En dehors de tout ce qui a été souligné plus haut, si un pays, **quel qu'il soit**, avait produit et mis sur le marché des produits sanguins dangereux, ce serait aux autorités nationales d'en aviser officiellement l'OMS.

S'agissant du Zimbabwe, le ZNBTS étant un Centre collaborateur de l'OMS, celle-ci est tenue au courant de la nature et de la qualité des pratiques en vigueur dans ce pays en matière de dons de sang et peut, ainsi qu'il a été dit plus haut, rassurer tous ceux qui douteraient de la qualité des produits sanguins de ce pays.

Quant aux autres pays, l'OMS s'emploie à mettre en place un réseau international de gestion de la qualité des transfusions sanguines et accueillera en novembre la première réunion de la Collaboration mondiale pour la sécurité transfusionnelle.

---

Pour plus d'informations, les journalistes peuvent prendre contact avec M. Gregory Hartl, porte-parole de l'OMS Genève. Portable (+41 79) 203 6715; tél. (+41 22) 791 4458; Fax: (41 22) 791 4858; Courrier électronique : [hartg@who.int](mailto:hartg@who.int); Tous les communiqués de presse, aide-mémoire OMS et d'autres informations sur le sujet peuvent être obtenus sur Internet à la page d'accueil de l'OMS : <http://www.who.int>